



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

lutte contre l'exclusion

Question écrite n° 129891

Texte de la question

M. Olivier Dussopt appelle l'attention de Mme la secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la cohésion sociale sur la situation des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) dont l'action est menacée suite à la baisse annoncée de leur dotation de fonctionnement. Les CHRS ont pour mission d'assurer l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement et l'insertion sociale des personnes ou familles connaissant de graves difficultés en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Ils effectuent un travail exceptionnel auprès d'hommes et de femmes bien souvent au bord de la rupture. Ce travail est essentiel pour ces personnes. La baisse des financements menace l'existence de ces établissements qui n'arrivent bien souvent plus à faire face. De plus, les critères pris en compte pour définir les dotations pour chaque CHRS ne permettent pas la juste appréciation des spécificités de chaque établissement. Les dépenses ne sont pas les mêmes en fonction des publics accueillis. La convergence tarifaire nivelle sans différence. Aussi, au regard de cette situation préoccupante, il lui demande que l'enveloppe des CHRS soit revalorisée afin de leur permettre de continuer à assurer leur rôle, si important, d'aide à l'insertion sociale et professionnelle. Il lui demande également de bien vouloir réétudier les critères retenus de manière à mieux appréhender la situation financière de chaque centre.

Données clés

Auteur : [M. Olivier Dussopt](#)

Circonscription : Ardèche (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 129891

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Solidarités et cohésion sociale (secrétariat d'État)

Ministère attributaire : Égalité des territoires et logement

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 6 mars 2012, page 2013

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)